

Sixième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

30 juillet 2012
Français
Original: anglais

Genève, 12 et 13 novembre 2012
Point 10 de l'ordre du jour provisoire
Examen de l'état et du fonctionnement du Protocole

Rapport sur les mesures préventives générales

Présenté par le Coordonnateur¹ pour les mesures préventives générales, conformément à l'article 9 et à l'Annexe technique du Protocole

I. Introduction

1. Lors de la cinquième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, annexé à la Convention, il a été décidé que la Réunion d'experts de 2012 devrait maintenir la pratique consistant à examiner directement une question technique relative à l'application de l'article 9 du Protocole V et de la partie 3 de l'Annexe technique de ce même instrument.
2. Il a également été décidé d'inviter toutes les Hautes Parties contractantes à mettre en commun, durant la Réunion d'experts de 2012, leurs données concernant leurs approches et leur expérience sur le plan technique pour ce qui est de l'application de l'article 9 du Protocole V et de la partie 3 de l'Annexe technique de ce même instrument. Les Hautes Parties contractantes ont également été invitées à exposer la façon dont le guide, adopté lors de la quatrième Conférence des Hautes Parties contractantes, a contribué à l'application de la partie 3 de l'Annexe technique.
3. À la suite des consultations ouvertes à tous, il a été décidé d'un commun accord que la Réunion d'experts de 2012 axerait ses travaux sur la question de la sécurité dans les installations de munitions. Bien que des avancées considérables aient été réalisées à cet égard, le stockage sûr et sécurisé des munitions reste un défi pour les États.

¹ En application de la décision pertinente de la cinquième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, telle qu'elle figure à l'alinéa e du paragraphe 43 de son document final (CCW/P.V/CONF/2011/12), la coordination des débats relatifs aux mesures préventives générales, conformément à l'article 9 et à la troisième partie de l'Annexe technique du Protocole, a été assurée par le général de brigade Mario Amadei (Italie).

II. Examen de thèmes particuliers: la sécurité dans les installations de stockage de munitions

4. À l'ouverture de la Réunion, le Coordonnateur, M. Amadei, a vivement félicité les 34 Hautes Parties contractantes pour leur mise en œuvre de certains éléments de la troisième partie de l'Annexe technique du Protocole, notamment l'établissement de lois, de règlements et de principes directeurs. Le Coordonnateur s'est engagé à relancer les Hautes Parties contractantes qui n'avaient pas encore présenté de communication sur tous travaux qu'ils auraient entrepris ou toutes mesures qu'ils auraient prises pour appliquer les dispositions de la troisième partie de l'Annexe technique.

5. En guise d'introduction aux débats sur la sécurité dans les installations de stockage de munitions, M^{me} Pilar L. Reina, membre du groupe de recherche Small Arms Survey, a présenté la base de données² sur les explosions accidentelles dans les dépôts de munitions. Selon les données disponibles, le nombre annuel d'explosions accidentelles dans les dépôts de munitions ne cessait de croître dans les pays développés comme dans les pays en développement. M^{me} Reina a appelé l'attention sur les points suivants:

- a) Les États avaient tendance à considérer les excédents de munitions comme un avantage plutôt que comme un inconvénient;
- b) Les listes et les bases de données existantes n'étaient pas très fournies; et
- c) Les effets des explosions accidentelles dans les dépôts de munitions sur la sécurité des êtres humains étaient mal compris.

6. M. Anton Martyniuk, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a fait remarquer que le respect des normes fondamentales relatives à la gestion des stocks de munitions était souvent perçu comme coûteux, mais que le non-respect de ces normes et l'incidence sur les populations étaient bien plus coûteux. L'OSCE avait mis en place, dans plusieurs pays européens, des programmes d'assistance qui étaient axés sur l'élimination des munitions et sur la sûreté des stocks de munitions. L'OSCE venait en aide uniquement aux pays qui remplissaient les critères qu'elle avait établis, parmi lesquels l'existence d'une menace ou d'un danger grave. Les programmes d'assistance de l'OSCE visaient à:

- a) Éliminer les munitions excédentaires, de préférence en les détruisant;
- b) Établir des procédures, des plans et des programmes pour faire en sorte que les installations de stockage soient conformes aux normes impératives de sûreté et de sécurité;
- c) Développer les capacités du pays qui bénéficiait des programmes d'assistance.

7. Selon l'OSCE, les sujets clefs qu'il fallait aborder en matière de stockage sans danger des munitions étaient les suivants:

- a) Les stocks excédentaires; la question de la sécurité des stocks devait être traitée en priorité;
- b) L'obligation pour les États qui demandaient une assistance de réduire leurs stocks, d'entreposer les munitions dans les lieux les plus sûrs et sécurisés qui soient et éliminer tout danger pour la population locale et toute menace pour l'environnement;

² Aux fins de cette base de données, l'expression «explosion accidentelle sur un site de munitions» couvre les accidents entraînant des explosions de stocks de munitions et d'explosifs abandonnés ou défectueux ou entreposés de manière appropriée ou non.

c) Les munitions à haut risque, y compris les munitions qui avaient plus de 20 ans et qui n'étaient pas stockées dans leur emballage d'origine ou qui étaient stockées avec d'autres types de munitions, les munitions pour lesquelles l'enregistrement des données chronologiques était incomplet, les munitions produites lors d'un conflit et les stocks entreposés à l'extérieur;

d) Les bâtiments de stockage; les gouvernements devaient déterminer précisément leurs besoins réels en matière de défense, estimer le nombre de bâtiments de stockage dont ils auraient besoin pour entreposer leurs munitions et indiquer les emplacements de ces entrepôts de munitions sur l'ensemble du territoire national;

e) Les pratiques dangereuses en matière de manipulation et de transport des munitions; il fallait prêter plus d'attention aux éléments suivants: personnes présentes sur le site, effectifs suffisants ou non, type de formation dispensée au personnel, durée de la formation et fréquence des exercices de remise à niveau.

8. M. Frédéric Peugeot, gestionnaire des projets relevant du Fonds d'affectation spéciale à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a présenté les programmes d'assistance relevant des fonds de l'OTAN qui visaient à réduire le risque d'explosions accidentelles aux conséquences lourdes pour les populations locales. Une réglementation devait être établie aux niveaux local, national, régional et international. L'adoption de normes et la mise en place de procédures prioritaires concernant la manière dont les personnes devaient travailler sur les sites de stockage et de démilitarisation constituaient un exemple de mesure pouvant être prise au niveau local. En ce qui concerne la construction de dépôts de munitions, M. Peugeot a souligné qu'il fallait d'abord déterminer s'il y avait suffisamment d'espace, puis, si tel était le cas, construire des installations légères. Dans le cas contraire, il fallait construire des installations renforcées. L'évaluation du nombre d'entrepôts et d'arsenaux nécessaires, qui dépendait de la compatibilité des explosifs, était déterminante pour la conception et la construction des dépôts. Le vieillissement des munitions faisait courir un risque majeur. Les forces armées devaient déterminer si leurs munitions étaient dans un état correct pour être utilisées.

9. M. Chris Loughran, Chef du Département d'évaluation et de développement international du Groupe de lutte antimines (Mine Action Group, MAG), a présenté les opérations que menait actuellement le groupe MAG, notamment au Burundi, en République du Congo, dans le Puntland et dans le Somaliland. Le groupe MAG considérait que l'établissement du guide technique international des munitions (*International Ammunitions Technical Guidelines IAGTs*) constituait un progrès important et il encourageait les États à établir des procédures fondées sur ce guide. Il était important de continuer à évaluer les besoins et à renforcer les capacités pour faire en sorte que les progrès réalisés dans ce domaine ne soient pas simplement la conséquence de mesures de circonstance. La manipulation et le transport de munitions dans des conditions de sécurité relevait en définitive des États, et la prise en main à l'échelon national était donc un principe clef pour la mise en place de tout programme d'assistance. M. Gustavo Laurie, du Service de la lutte antimines de l'ONU, a dit qu'il appuyait l'appel lancé pour la mise en œuvre du guide technique international des munitions.

10. L'Argentine a exposé les mesures techniques préventives que les forces armées argentines avaient adoptées. L'Argentine s'était dotée d'un cadre législatif et de normes qui s'appliquaient tout au long du cycle de vie des munitions. Pendant chacune des phases du cycle de vie des munitions, différentes méthodes de test des munitions étaient appliquées: contrôles visuels et essais non destructifs, tests statiques et tests dynamiques en laboratoire et méthodologies pour l'évaluation et l'examen de la durée de vie restante des munitions. Tous les résultats des tests étaient analysés et des recommandations étaient faites pour remettre les munitions en état ou les éliminer. Les tests permettaient de réduire les incidents lors du stockage, du transport et de l'utilisation.

11. Le Brésil a présenté les mesures techniques préventives utilisées par les forces aériennes brésiliennes pour appliquer l'article 9 et les dispositions de la troisième partie de l'Annexe technique du Protocole V. Le Brésil avait défini des normes et des procédures pour chacune des phases du cycle de vie des munitions, avec des critères pour la formation du personnel. En ce qui concerne le stockage des munitions, le Brésil veillait à ce que le niveau de sécurité et de sûreté soit élevé en s'assurant de la compatibilité des munitions stockées ensemble, en contrôlant les stocks au moyen d'inventaires, en contrôlant régulièrement les quantités de munitions stockées et en faisant respecter une chaîne de commandement clairement définie. La plupart des installations de stockage au Brésil étaient des abris fortifiés (igloos); la température et le taux d'humidité à l'intérieur de ces installations étaient constamment contrôlés. Le Brésil estimait qu'il fallait avant tout respecter les normes et veiller à ce que le personnel soit correctement formé.

12. La Roumanie considérait que le stockage sûr et sécurisé de ses munitions était une priorité. La Roumanie s'était dotée d'un cadre législatif sur le stockage des munitions. Les munitions étaient stockées dans diverses installations, conformément aux normes sur la compatibilité des différents types de munitions qui pouvaient être stockées à un même endroit et aux normes sur la capacité de charge maximale. En Roumanie, les installations de stockage comportaient des zones administratives et des zones techniques. Seuls les membres du personnel technique étaient autorisés à pénétrer dans les zones techniques et leur entrée dans ces zones était consignée dans un registre journalier. La Roumanie a souligné l'importance que revêtaient l'organisation et la mise à jour constantes des données relatives au stockage des munitions.

13. Le Monténégro a donné un aperçu du travail accompli par les Forces armées monténégrines pour éliminer les stocks excédentaires et pour identifier et détruire les munitions défectueuses. Le Monténégro disposait de stocks datant de trente à quarante ans. En outre, ses stocks étaient disproportionnés par rapport à ses besoins en matière de défense. Par ailleurs, à cause d'un manque d'espace pour le stockage, certaines munitions étaient entreposées à l'extérieur. En coopération avec les États-Unis, le Monténégro avait détruit de nombreux stocks excédentaires. Afin de régler la question de la sécurité des installations de stockage des munitions, le Monténégro s'était fixé pour objectifs d'améliorer ces installations, d'installer des systèmes de sécurité, des systèmes d'alarme incendie et des équipements de lutte contre les incendies, de perfectionner le système de comptabilité des munitions et la gestion des munitions et, enfin, de développer les capacités du personnel.

14. Un certain nombre d'accidents graves s'étaient produits en République démocratique du Congo en raison des conditions dangereuses de stockage des munitions. Les causes principales de ces accidents avaient été la détérioration physique ou chimique des munitions et des explosifs, les conditions de stockage dangereuses, les installations inadéquates, les pratiques de gestion dangereuses, les mauvaises conditions de transport et le mauvais état des stocks. La République démocratique du Congo avait lancé un programme qui visait à mettre en œuvre les mesures correctives suivantes: rédaction de manuels d'instructions pour l'inventaire, démilitarisation et élimination des munitions défectueuses, établissement, au niveau national, de normes, dont des normes de sécurité, relatives à la gestion des munitions et des armes, création, au sein du Centre congolais de lutte antimines, d'un service responsable des programmes de sécurisation et de stabilisation des munitions. Deux des résultats escomptés étaient le transfert des installations de stockage des munitions à l'écart des zones peuplées et l'évaluation des stocks excédentaires vieillissants.

15. Le Guatemala a mentionné les efforts qu'il avait consentis, en collaboration avec l'Organisation des États américains (OEA), pour détruire les munitions vieillissantes. Le programme qui avait été mis en place avait permis de détruire plus de 600 tonnes de

munitions à explosif brisant ou au phosphore blanc, réduisant ainsi les risques d'explosions accidentelles auxquels était exposée la population civile.

16. La Suisse a fait état de l'intérêt du Protocole V pour traiter la question plus vaste de la sûreté et de la sécurité des installations de stockage des munitions. Étant donné que cette question avait été débattue dans divers cadres, la Suisse pensait qu'il serait utile d'axer les travaux sur les aspects de la sûreté et de la sécurité des dépôts de munitions qui étaient pertinents au regard du Protocole V et sur les autres contributions que ce protocole pourrait apporter à la sûreté et à la sécurité des installations de stockage des munitions.

17. M. Guy Rhodes, du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG), a fait une déclaration au sujet des initiatives que le Centre avait prises pour étudier et prévenir les explosions accidentelles. Le CIDHG a publié un *Guide de stockage des munitions* qui contenait une vue d'ensemble des normes relatives au stockage sans danger et au contrôle des munitions. En outre, le CIDHG a commencé à perfectionner le système de gestion de l'information pour la lutte antimines afin que, dans le cadre de celui-ci, il soit tenu compte des questions de stockage des munitions.

18. Il est ressorti de la réunion que:

a) Le problème des explosions accidentelles dans les dépôts de munitions était de plus en plus préoccupant en raison de la fréquence de ce type d'accidents et des conséquences graves pour les populations civiles. Il avait conduit les États donateurs, les organisations internationales et régionales ainsi que les organisations non gouvernementales à venir activement en aide aux États qui avaient besoin d'une assistance pour rendre plus sûres et plus sécurisées leurs installations de stockage des munitions. Les programmes d'assistance étaient axés sur l'établissement et l'application de normes, de règlements et de procédures conformes aux normes internationalement reconnues. Ils portaient également sur l'élimination, y compris la destruction des munitions excédentaires, la gestion et la sécurité des stocks, et sur le renforcement des capacités au niveau national. Ces programmes visaient à faire en sorte que le processus soit durable et que les engagements pris soient respectés à long terme;

b) Les principaux facteurs de risque à prendre en compte étaient les suivants: vieillissement, détérioration physique ou chimique; stocks excédentaires et instables d'armes classiques et de munitions; munitions de types différents, incompatibles entre elles, mais stockées ensemble; munitions entreposées à l'extérieur; mauvais enregistrement des données. Dans de telles conditions, il fallait, dans le cadre de l'application des arrangements techniques adoptés, évaluer la durée de conservation des munitions et leur fiabilité; utiliser des méthodes efficaces d'élimination des stocks ou des excédents non fiables, éventuellement par destruction; déterminer le nombre d'installations nécessaires pour stocker sans danger les munitions et établir des systèmes de comptabilité;

c) L'établissement d'installations de stockage des munitions à des endroits inappropriés était un facteur aggravant cas d'explosion accidentelle dans des dépôts de munitions. Les accidents qui avaient fait le plus de victimes s'étaient produits dans des installations situées en zone urbaine. Des mesures correctives devaient être prises pour que les dépôts de munitions et les installations de production soient déplacés loin des villes et des villages et des mesures efficaces devaient être appliquées pour limiter l'accès aux sites de stockage;

d) Dans l'article 9 du Protocole V, les Hautes Parties contractantes étaient encouragées à prendre des mesures préventives générales visant à réduire autant que faire se peut l'apparition de restes explosifs de guerre, notamment celles qui étaient mentionnées dans la troisième partie de l'Annexe technique et parmi lesquelles figuraient implicitement l'adoption de dispositions appropriées en matière de stockage pour réduire autant que faire se peut les risques d'explosion dans les stocks. Des mesures préventives générales devaient

être appliquées dans toutes les situations. Cependant, le Protocole V s'appliquait aux situations résultant de conflits dans l'objectif de réduire autant que possible les risques et les effets des restes explosifs de guerre dans les situations postérieures aux conflits. Certains estimaient que le traitement de la question des explosions accidentelles dans les dépôts de munitions en temps de paix allait au-delà du champ d'application du Protocole V.

III. Recommandations

19. La sixième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V souhaitera sans doute prendre les décisions suivantes:

- a) Réfléchir aux contributions supplémentaires que le Protocole V pourrait apporter à la sûreté et à la sécurité des stocks des munitions en temps de paix;
- b) S'agissant du Coordonnateur pour les mesures préventives générales, avec l'aide de l'Unité d'appui à l'application de la Convention, relancer les Hautes Parties contractantes qui n'ont pas rendu compte de leur mise en œuvre des mesures préventives générales;
- c) Maintenir la pratique consistant à examiner directement une question technique relative à l'application de l'article 9 du Protocole V et de la partie 3 de l'Annexe technique de ce même instrument;
- d) Inviter toutes les Hautes Parties contractantes à mettre en commun, durant la Réunion d'experts de 2013, leurs données concernant leurs approches et leur expérience sur le plan technique pour ce qui est de l'application de l'article 9 du Protocole V et de la partie 3 de l'Annexe technique de ce même instrument. Les Hautes Parties contractantes pourraient également exposer la façon dont le guide³ a contribué à l'application de la partie 3 de l'Annexe technique.

³ Le texte du guide est reproduit dans le document CCW/P.V/CONF/2010/6/Add.1. Ce guide a été adopté par la quatrième Conférence des Hautes Parties contractantes, qui en a recommandé l'application dans le système national des Hautes Parties contractantes au Protocole V en tant que pratique optimale.